Mardi 27 novembre 1979 – No 1 175

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Islam et révolution

RÉACTIONNAIRE ou révolutionnaire, la lutte du peuple iranien et celle des autres peuples musulmans, en particulier arabes, contre l'impérialisme ? Réactionnaire, voudraient nous faire croire les mass média qui mettent l'accent sur les aspects les plus rétrogrades de l'Islam dans l'intention de faire passer la lutte de libération des peuples musulmans pour du fanatisme religieux.

France-Soir-Dimanche titrait en page intérieure : *« Khomeiny appelle un milliard d'hommes à la guerre sainte : l'Islam repart à la conquête du monde »*. Ce journal à grand tirage cherchait sans vergogne à attiser la crainte d'un « péril musulman », comme il a pu le faire aussi concernant le fameux « péril jaune » en déclarant : *« Les années 80 peuvent donner un coup de fouet à un Islam proliférant. Un Islam sûr de lui et dominateur... »*. Et de citer force déclarations de Khomeiny qui ressortent certes de l'obscurantisme et du fanatisme religieux.

Vouloir faire passer le dirigeant d'un pays du tiers monde en lutte contre l'impérialisme pour un rétrograde nuisible et dangereux, ce n'est pas nouveau. Mossadegh a été considéré jadis comme *« l'ennemi à abattre »* parce qu'il avait eu l'audace de nationaliser le pétrole iranien. Nasser a été qualifié de *« nouvel Hitler »* par certains parce qu'il avait réussi, par son rôle dirigeant et ses appels enflammés, à conduire au succès la lutte du peuple égyptien pour récupérer le canal de Suez.

Aujourd'hui, c'est au nom du « péril musulman » que certains, dont le PFN (Parti des forces nouvelles — extrême droite), voudraient défendre l'« Occident ».

On ne saurait prétendre que l'Islam ne joue aucun rôle dans la révolution iranienne comme dans celles d'autres pays, en particulier des pays arabes. L'écho rencontré par les appels de Khomeiny à Lagos comme à Istambul, à Kaboul et à Calcutta comme à Bagdad, à Dakar comme à Nouakchott, témoignent de la sensibilité des peuples imprégnés de religion musulmane à cet égard.

On ne peut pas dire non plus que l'Islam n'ait pas un caractère fondamentalement rétrograde sur le plan philosophique comme toute religion, et aussi dans l'oppression de ces peuples par les classes dominantes. Force est de constater qu'il joue cependant également un rôle de ciment et de catalyseur dans leur lutte nationale contre l'impérialisme. Son rôle dans la résistance culturelle nationale contre les colonisateurs et les « pères blancs » ainsi que le faible développement qu'a connu, jusqu'à présent, pour des raisons historiques, dans ces pays le socialisme scientifique, n'y sont sans doute pas pour rien.

En tout cas, il ne faut pas s'y tromper : la caractéristique fondamentale de ces pays n'est pas l'Islam. C'est d'avoir subi durant un siècle la colonisation ou les traités inégaux imposés par le fer et le feu par les impérialismes européens, en particulier anglais et français, lesquels ont ensuite passé la main à l'impérialisme américain et se trouvent aujourd'hui laminés par les deux superpuissances. C'est d'avoir mené une lutte opiniâtre qui n'a cessé de se renforcer et de secouer le joug avec un développement important après la Deuxième guerre mondiale.

Cette caractéristique fondamentale est indépendante de la volonté des hommes, y compris de celle de l'Iman Khomeiny. On peut rappeler à ce sujet la phrase de Staline concernant l'émir afghan et l'analyse scientifique de la *« question nationale »* en 1924 : *« La lutte de l'émir afghan pour l'indépendance de l'Afghanistan*, a-t-il écrit, *est objectivement une lutte révolutionnaire, malgré le tour monarchiste des conceptions de l'émir et de ses partisans, car elle affaiblit, désagrège et sape l'impérialisme... »*. Lorsque Khomeiny qualifie la révolution iranienne — *« Elle est mondiale avant d'être régionale. Elle est islamique avant d'être iranienne »* — lorsqu'il lance l'appel *« Musulmans de tous les pays, unissez-vous contre l'Amérique ! »*, *« Levez-vous tous contre Carter ! »*, c'est le contenu anti-impérialiste de ces propos à l'égard d'une superpuissance qui continue à vouloir dominer le monde qui doit être retenu comme essentiel.

La lutte que l'on voit se développer dans la période actuelle n'est pas celle de l'Islam contre la civilisation, comme voudraient le faire croire certains. C'est fondamentalement celle de pays du tiers monde, tout particulièrement les pays producteurs de pétrole, dont beaucoup sont islamiques, contre l'impérialisme, contre les deux superpuissances, dont les USA, qui persistent à vouloir maintenir par la *force* au besoin, un ordre économique inégal.

Jean QUERCY

Bruits de bottes autour de l'Iran

Des centaines de milliers d'Iraniens ont manifesté contre l'impérialisme américain.

Voir page 2

CONGRES DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Les pressions du pouvoir

REUNI à Paris, pour son 12e congrès, le Syndicat de la magistrature a clos ses travaux dimanche 25 novembre. Les motions qui ont été adoptées, traitent notamment de la mainmise du pouvoir exécutif sur le judiciaire, de l'état des libertés, de la dégradation des droits dans la justice quotidienne.

Les procès et jugements iniques du 23 mars et du 1er Mai, les extraditions de Piperno et Pace après celle de Klaus Croissant, l'assassinat de Mesrine... en sont des éléments.

La procédure de flagrant délit, doublée de la loi anti-casseur — où l'instruction et le débat sont réduits à néant — ont été mis en accusation. Sur ordre du pouvoir, certains tribunaux se montrés particulièrement expéditifs : contre des résidents immigrés des foyers Sonacotra en grève des loyers, contre des ouvriers en grève dans leur entreprise, contre des manifestants ou de simples travailleurs ramassés aux abords... en voilà des exemples. Sur le fond, c'est l'atteinte de plus en plus profonde au droit de manifestation et au droit de grève, que le pouvoir cherche à restreindre par tous les moyens. Sans oublier les restrictrions du droit pour des syndicats de se constituer partie civile dans les infractions à la sécurité du travail.

La prétendue *« légitime défense permanente »* du flic matraqueur et flingueur, évoquée par les congressistes, permet de laver et justifier toutes les « bavures » policières.

Dans la situation actuelle, de crise, le pouvoir veut que la justice marche à sa baguette et pour cela il ne manque pas d'exiger des magistrats qu'ils se rangent de son côté. *« Le judiciaire ne doit pas être une solution aux carences du gouvernement »*, estime le Syndicat de la magistrature.

Qu'a fait le syndicat ces cinq dernières années ? *« On a analysé la justice de 1980, cherché à comprendre en quoi il y avait un redéploiement de l'État et le rôle de l'institution judiciaire là-dedans. Parallèlement, nous avons fait un travail d'approfondissement de la justice quotidienne qui n'avait jamais été fait auparavant. Mais nous n'avons pas été capables de sortir des idées claires et de bien poser le débat... »*, a estimé Daniel Lecrubier, juge pour enfants à Reims.

IRAN

Bruits de bottes, guerre économique ...

DANS une déclaration faite vendredi 23 novembre, Carter a, à nouveau, menacé l'Iran d'une intervention, refusant nettement l'extradition du Shah. Alors que de nombreux commentaires font état de la présence du Shah aux USA comme d'une opération politique préméditée, le président américain a prétendu qu'il avait été accueilli seulement pour des « *raisons humanitaires* ».

En réunissant ce week-end, à Camp David, les dirigeants de l'état-major US, Carter a poursuivi sa politique d'intimidation : il semble avoir envisagé avec eux les différentes possibilités d'intervention. Cependant, les bruits de bottes se multiplient : le porte-avions Kitty Hawk continue à faire marche vers le golfe ; d'autres rumeurs sont plus ou moins démenties : commandos héliportés en Arabie saoudite arrivés clandestinement, mobilisation des bases militaires US aux Açores...

A Bonn, le ministre russe, Gromyko, a lancé un « *appel à la raison* », à la fois aux USA et au gouvernement iranien. Cette déclaration fait suite à une mise en garde de Moscou à Carter, qui était beaucoup plus énergique. La position de Gromyko semble indiquer que l'URSS n'entend pas s'impliquer trop rapidement dans cet affrontement, même si la situation en Iran peut lui être favorable à long terme. Moscou ne veut pas s'engager inconsidérément alors que les dirigeants iraniens ont pris, à maintes reprises, des positions dénonçant le social-impérialisme.

D'autre part, le gouvernement iranien a pris de nouvelles mesures dans le cadre de la « *guerre économique* » qui l'oppose à l'impérialisme US. En riposte à la décision de Carter gelant les avoirs iraniens aux USA, le ministre Bani Sadr a annoncé que l'Iran refuserait de reconnaitre les dettes contractées aux USA par 28 banques privées que l'Etat iranien a nationalisées. Selon le ministre de l'économie iranien, beaucoup de prêts accordés par la banque Rockefeller, avec des intérêts énormes, étaient destinés au Shah et à son entourage sous prétexte de projets économiques bidons. Dans des déclarations faites dimanche, Bani Sadr a lancé un appel au tiers monde et à l'Europe pour « *mettre fin à la dictature du dollar* ». Il a déclaré que l'Iran proposerait à l'OPEP un double prix du pétrole : un pour les pays riches, un pour les pays pauvres.

Avant de partir à New-York pour la réunion du Conseil de sécurité sur l'Iran, le chef de la diplomatie iranienne a déclaré que l'on pourrait envisager la libération des Américains, prisonniers des étudiants de Téhéran, si le gouvernement américain publiait un texte reconnaissant les crimes du Shah. De son côté, le parlementaire républicain, Hansen, a pu visiter l'ambassade et rencontrer les prisonniers. A sa sortie, il s'est déclaré favorable à l'instauration d'une commission d'enquête sur les crimes du Shah. Après une montée continue de la tension depuis bientôt un mois, la situation reste bloquée : la responsabilité en incombe à Carter.

J. P. C.

«Les éléments que notre peuple doit prendre en compte avec une finesse sans pareil...»

ce que déclarait Bani Sadr en septembre 1978

«Au début du siècle, l'Iran se trouvait placé entre la Russie d'une part, et la puissance anglaise, d'autre part. Aujourd'hui, c'est entre l'Union Soviétique et les USA. L'Iran est placé sous cette double pression des deux superpuissances qui ont pour objectifs principaux dans notre pays, la mainmise sur ses richesses pétrolières, l'intégration de l'armée et la bureaucratie ; ainsi on peut dire que l'armée iranienne avec ses 35 000 conseillers US fait partie de l'armée américaine et qu'il y a intégration de l'économie iranienne dans leur propre économie.

Etant donné l'importance stratégique de l'Iran, il s'agit pour chacune de ces superpuissances d'intégrer ce pays dans sa stratégie générale, militaire, économique et politique, et d'utiliser notre pays, comme les autres pays dominés, pour lui faire subir les conséquences des crises dans le système mondial de l'impérialisme. Il s'agit enfin d'imposer un système social qui permette la réalisation de ces différents objectifs. De plus, pour la Russie soviétique, vous savez qu'il y a des républiques asiatiques qui n'étaient historiquement que des parties de notre territoire, qui en ont été séparées par deux guerres entre l'Iran et la Russie tsariste, Turkistan, Turkmenistan, etc. Au point de vue culturel et économique, ces régions font partie de l'Iran. Et les habitants de ces régions se considèrent comme proches de nous. A mon sens, les Russes ne veulent jamais un régime indépendant en Iran, un régime dominé par eux-mêmes, ça d'acord mais, un régime indépendant, ça ils ne le veulent pas. Parce que l'existence d'un tel régime aurait des répercussions sur les républiques du plateau iranien, qu'ils dominent. De plus, l'URSS a ses objectifs, elle veut dominer notre pays en tant que position stratégique importante et avec ses richesses. Alors, quoi faire dans cette situation vis-à-vis de forces aussi importantes que ces deux superpuissances. Voilà les éléments que notre peuple doit prendre en compte, avec une finesse sans pareil. C'est un problème d'équilibre négatif, c'est-à-dire agir de telle manière que tout en supprimant la domination d'une puissance, on empêche l'autre d'intervenir. (...)

Sur le plan économique, nous estimons que le développement dans la dépendance est impossible, donc il faut couper les rapports organiques qui nous font dépendre de l'extérieur. Le système bancaire actuel, par exemple, il faut le détruire, et en établir un autre, si besoin est. Il faut libérer la monnaie iranienne de son rapport avec le dollar américain. Il faut briser les rapports économiques actuels avec l'étranger, en changeant la structure des importations et l'organisation et la répartition des activités dans les divers secteurs. (...)»

Sihanouk en France

APRES plusieurs mois passés en Chine et en Corée du Nord, le prince Sihanouk, ancien chef d'Etat cambodgien, est arrivé à Paris dimanche 25 novembre. Il doit rester en France plusieurs mois, puis se rendre dans plusieurs pays européens et aux USA. Sihanouk doit prendre contact avec différentes organisations de réfugiés cambodgiens ainsi qu'avec de nombreuses personnalités politiques.

A l'origine monarque installé par la France, puis chef d'Etat attaché à l'indépendance de son pays, Sihanouk fut, pendant près de vingt ans, une figure prestigieuse du mouvement non-aligné, tenant à préserver la neutralité de son pays, contre toutes les ingérences étrangères. Parce qu'il s'opposait à l'agression américaine en Indochine, l'impérialisme US provoque sa chute par l'intermédiaire de Lon Nol en 1970.

Sihanouk se range alors aux côtés des révolutionnaires dans le Front populaire de libération nationale du Kampuchea (FPLNK). Il prend la tête du GRUNK (Gouvernement royal d'union nationale) et devient un porte-parole et un symbole de la résistance contre l'impérialisme US. Après la victoire de 1975, il ne reste que quelques mois chef de l'Etat du Kampuchea démocratique. En désaccord avec les dirigeants, il démissionnera en 1976.

Quittant Phnom Penh peu de temps avant l'arrivée des divisions vietnamiennes en janvier 1979, l'ancien chef d'Etat cambodgien dénonce violemment à l'ONU l'invasion vietnamienne soutenue par l'URSS ; il est alors représentant du gouvernement du Kampuchea démocratique.

Mais, par la suite, il rompt avec les dirigeants du Kampuchea démocratique qui organisent la résistance armée contre l'invasion. Ayant d'abord envisagé de se retirer de la vie politique, Sihanouk fera plusieurs tentatives afin de présenter des plans pour le Cambodge. D'abord, il a lancé un appel à l'ONU pour qu'elle organise une conférence internationale et qu'elle envoie une force de paix au Cambodge. Plus récemment, il avait envoyé des lettres à Pham Van Dong pour lui demander de négocier avec lui. Cette démarche a été repoussée par Hanoï.

Ces dernières semaines, Sihanouk a fait des déclarations allant dans le sens du soutien à la résistance armée. En arrivant à l'aéroport, il a dit : « *Mourir pour mourir, autant mourir en combattant contre l'envahisseur.* » Il a également lancé un appel au soutien humanitaire.

Quelles propositions concrètes va-t-il faire ? Comment va-t-il contribuer à l'unité de toutes les forces patriotiques ? C'est ce qu'il faudra suivre avec attention dans les semaines à venir.

J. P. C.

ETHIOPIE

Contre-révolution et répression

APRES avoir salué le cinquième anniversaire de la révolution éthiopienne (qui a destitué l'empereur Hailé Selassié), l'UEEF (l'Union des Etudiants Éthiopiens en France) explique qu'aujourd'hui le DERG (gouvernement militaire provisoire) a « *précipité le pays sous la coupe de l'Union soviétique et de ses alliés qui violent l'indépendance nationale de notre pays sous tous les plans : militaire, politique, culturel et économique* ».

Voici quelques éléments parmi les nombreux exemples cités :

« – L' "aide" militaire massive fournie par l'Union soviétique est utilisée pour consolider le pouvoir actuel antidémocratique et répressif, pour emprisonner, persécuter, exécuter et torturer les progressistes. Elle sert également à étouffer et à réprimer la lutte des nationalités opprimées faisant de la question nationale un problème de plus en plus crucial.

– La suppression de toutes ces organisations politiques, l'élimination physique d'un grand nombre de leurs dirigeants, ainsi que le recrutement de "communistes" à titre individuel tout ceci entre dans le cadre de la mise sur pied d'un soi-disant "parti" unique des "travailleurs". (...)

– Sur le plan du commercre extérieur, le pays connait un déficit croissant et permanent. Les fonds pour les investissements sont pratiquement nuls. Les bénéfices obtenus par l'exportation servent soit à payer les dettes militaires, soit à renforcer l'appareil d'État répressif. (...)

Cette situation n'est que l'aboutissement logique du choix politique opéré par le DERG et l'intervention de l'Union soviétique et de ses alliés dans les affaires de notre pays. Ceci dit, c'est surtout l'ampleur de la répression qui illustre de façon éclatante le renforcement du camp de la contre-révolution. (...)

– En moins d'un an, plus de 5 000 paysans pauvres, ouvriers, intellectuels, femmes, jeunes, etc., ont été brutalement assassinés par le DERG.

– De nombreux ouvriers, démocrates, patriotes et progressistes sont exposés à l'heure actuelle aux arrestations, aux détentions arbitraires et à la torture jusqu'à la mort.

– Près de 40 000 prisonniers politiques croupissent dans les prisons du DERG sans jugement. Ces prisonniers sont soumis aux tortures les plus inhumaines physiques et morales et aux sévices de la faim. (...)

– Près d'un million de paysans, d'ouvriers, de démocrates et de patriotes quittent l'Éthiopie pour se réfugier dans les pays limitrophes, où leur condition de vie est plus que misérable.

Récemment encore, le DERG a exécuté sommairement et arbitrairement six personnes dont le seul but était de lutter pour les libertés démocratiques et la défense de l'indépendance nationale de notre pays. (...)

D'autre part, depuis un mois ou deux, le sort de certains prisonniers demeure incertain et inconnu, ou que leurs familles restent sans nouvelles et se voient refuser tout droit de visite. (...) ».

ZAMBIE

Manifestations contre les agressions racistes et la Grande-Bretagne

ALORS que la Zambie avait déclaré la mobilisation générale et l'état de guerre contre les agressions du régime rhodésien, jeudi 22 et vendredi 23 novembre, des milliers de manifestants ont attaqué la résidence du haut-commissaire britanique en Zambie. Les manifestants accusaient la Grance-Bretagne et les Occidentaux, qui, depuis des années, contournent le blocus pour soutenir les régimes racistes d'Afrique australe. Ils protestaient également contre l'attitude du haut-commisaire britannique qui avait repoussé les demandes de compensation du gouvernement zambien. Le président Kaunda a approuvé ces manifestations. Le haut-commissaire a été rappelé à Londres. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution demandant à la Grande-Bretagne de prendre des mesures pour mettre un terme aux agressions racistes.

Le régime rhodésien, par les derniers raids contre la Zambie, espérait mettre ce pays à genoux et faire en sorte qu'il se désolidarise de la lutte du peuple du Zimbabwe. La réaction du gouvernement et les manifestations populaires indiquent que ces agressions ont produit l'effet inverse.

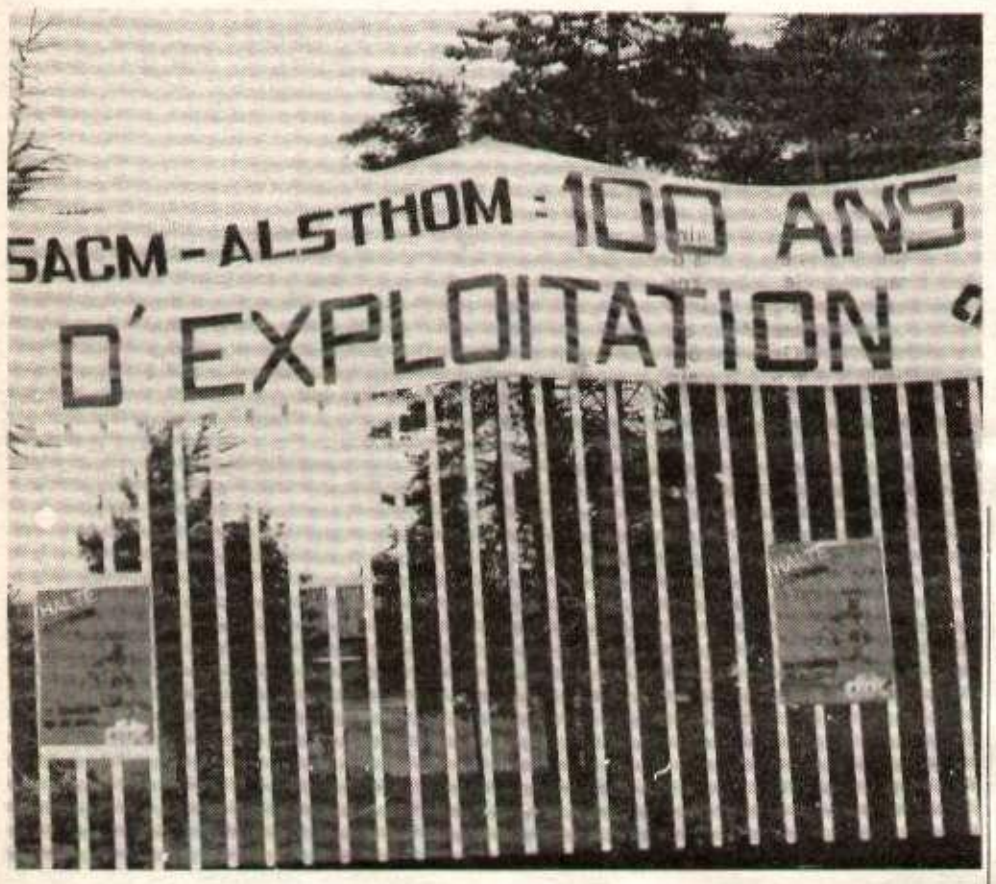
NOUVELLES MENACES DE PRETORIA

Dans une déclaration faite à Johannesburg, le premier ministre sud-africain, Botha, a précisé son projet de « *constellation* » des États d'Afrique australe. Ce serait un bloc, dirigé bien sûr par le régime raciste de Prétoria, comprenant les bantoustans (*)), la Namibie et le Zimbabwe. Botha propose que ce bloc dominé par les racistes, « *bastions de la liberté !* » selon lui, renforce ses liens avec l'OTAN. Il a confirmé la volonté de son régime d'intervenir contre le Zimbabwe en cas d'arrivée au pouvoir du Front patriotique.

J.P.C.

* Réserves où les racistes veulent parquent les noirs d'Afrique du Sud (Azanie).

L'HUMANITÉ ROUGE – Mardi 27 novembre 1979



Le travail a repris à l'Asthom-Belfort

Le travail a repris lundi 26 novembre dans l'usine de l'Alsthom-Belfort. C'est la décision qu'ont prise les travailleurs dans leur dernier vote du vendredi 23 novembre sur les propositions du gouvernement. Une ambiance très mitigée a accueilli les résultats du vote, du soulagement, mais aussi de la déception et de l'amertume chez certains. Mais tous sont rentrés la tête haute, lundi matin 26 novembre, tous ensemble, à 8 heures par la même porte — la grande porte — selon les directives de l'intersyndicale.

APRES plusieurs jours d'attente en début de semaine, les travailleurs de l'Alsthom-Belfort qui allaient clôturer leur deuxième mois de grève et d'occupation ont vu les événements se précipiter jeudi et vendredi.

En effet, c'est à 1 h 20 du matin, mercredi 21 novembre, que le préfet de Belfort a convoqué l'intersyndicale pour lui faire connaitre les propositions ministérielles finalement acceptées par la direction de l'usine (voir encadré).

JEUDI 22 NOVEMBRE : APPEL A LA REFLEXION

Dans un communiqué commun, puis dans un meeting au centre Benoît Frachon, jeudi 22 novembre après-midi, l'intersyndicale a appelé les travailleurs à bien apprécier la situation : « *La combativité, la ténacité, l'unité des salariés de toutes catégories durant 56 jours ont obligé, pour la première fois, depuis très longtemps, la direction générale du groupe Alsthom-Atlantique et la CGE, à des reculs sensibles sur nos revendications... Nous sommes unanimes à dire qu'ils sont insuffisants pour régler le contentieux qui nous oppose à la direction... Nous sommes unanimes à penser que si nous voulons atteindre nos objectifs revendicatifs dans les meilleures conditions, il est absolument nécessaire de sauvegarder la sympathie de toute la population de notre région et de l'ensemble de notre pays, de sauvegarder notre potentiel de combativité intact, de poursuivre l'unité du personnel et des organisations syndicales dans le contexte nouveau créé par les propositions récentes soumises à votre réflexion. Nous souhaitons que la très grande majorité du personnel préserve les acquis actuels et qu'ils servent de base pour de nouvelles avancées...* ».

Puis, au meeting, les syndicats sont intervenus à tour de rôle, donnant leur appréciation, mais sans consigne de vote. « *C'est à chaque travailleur de juger selon sa situation* », disaient des militants de la CFDT pour justifier cette absence de consigne.

« *Ce n'est pas une grande victoire mais c'est, à coup sûr, un sérieux recul de la direction* », affirmait Migeon pour la CFDT. Schwartz poursuivait pour FO : « *Les votants doivent bien mesurer toutes les difficultés que la poursuite de la grève pourrait entrainer.* » Côté CGT et UFICT-CGT, l'appel à la reprise, sans être formulé, était plus net ; et Joël Niess parlait déjà de l'après-conflit : « *Cette journée ne marque pas la fin du conflit. Nous entrons au contraire dans une nouvelle phase de lutte, pied à pied, pour nous amener pas à pas vers de nouveaux succès.* » Seul Pierre Bey, pour la CGC, appelait clairement à reprendre le travail : « *Personne de sérieux n'oserait dire qu'il y a moyen d'obtenir plus... Sans réserve, nous disons à ceux qui nous accordent leur confiance " il faut reprendre le travail ".* ».

LA REPRISE VOTEE MASSIVEMENT

Vendredi matin 23 novembre, de 9 à 12 h, l'ambiance était tendue, au centre Benoît Frachon, pour le vote. Des travailleurs des piquets de grève distribuaient un tract affirmant qu'il fallait refuser de reprendre le travail : « *Nous sommes nombreux à être insatisfaits et mécontents, montrons-le par notre vote* », avaient-ils titré.

Beaucoup de militants pensaient que le vote serait très serré et le souhaitaient pour « *montrer à la direction que la lutte continuerait* ». Certains avaient même choisi de ne pas voter, refusant de choisir des propositions qui ne les satisfaisaient pas et admettant toutefois que la grève était désormais impossible à durcir.

Dès le début du dépouillement, il devenait clair qu'une grande majorité de travilleurs avaient refusé de poursuivre la lutte sous sa forme actuelle : sur 4 649 votants, 3 503 se prononçaient pour reprendre le travail et 1 121 contre.

Dans son intervention finale, devant à peine 1 000 personnes aux réactions souvent vives, l'intersyndicale appelait tous les travailleurs à rentrer lundi matin, la tête haute, tous ensemble par la même porte, à 8 heures.

Evelyne Pujo pour la CFDT précisait : « *Les travailleurs se sont déterminés pour la reprise. Il est clair que c'est sans enthousiasme. Nous n'avons pas voté pour dire que nous sommes satisfaits de la recommandation ministérielle, car c'est loin de nos revendications. Seulement, deux mois de grève pèsent lourdement sur les budgets. La lutte ne s'arrête pas avec le conflit. Malgré l'amertume que certains peuvent éprouver, nous devons, dès la reprise, chercher les moyens de faire progresser ces acquis et développer nos revendications.* »

La CGT et l'UFICT-CFT affirmaient de leur côté : « *Ce vote montre la grande maturité des travailleurs, leur sens des responsabilités, leur capacité de masse d'apprécier la situation... La direction voulait nous faire rentrer battus et divisés, nous rentrons debout et unis. La direction voulait nous faire rentrer battus et divisés, nous rentrons debout et plus forts pour continuer la lutte à l'intérieur de l'usine... Nous avons, en 58 jours de lutte unie, mis en échec l'austérité Giscard-Barre-Ceyrac ; nous avons mis en échec la cohabitation Roux et le gouvernement, nous avons écrit ensemble une grande page exemplaire de la lutte de la classe ouvrière. Il nous faut en écrire d'autres ensemble, unis et forts de notre combativité locale, nous les écrirons dès lundi...* ».

Propositions du gouvernement

	AVANT LA GREVE	APRES LES DERNIERES PROPOSITIONS
AUGMENTATION DE SALAIRES		
	Plus 3,5 % au 1.10.1979 Plus 20 F uniformes sur la base de 40 heures	Plus 3,5 % au 1.10.1979 Plus 50 F uniformes sur la base de 40 heures.
Salaire plancher minimum base 40 heures.	2 251 F salaire affirmé par la direction	2 650 F salaire minimum base 40 heures dès maintenant (soit plus 399 F pour les plus bas salaires).
Prime d'ancienneté	Plus 4,1 %	Plus 4,1 %
Complément exceptionnel de prime	————	A partir de 2 650 F jusqu'à 3 000 F base 40 heures, répartie de la manière suivante : 2 650 F : 80 F 2 651 F à 2 700 F : 70 F 2 701 F à 2 750 F : 60 F 2 751 F à 2 800 F : 50 F 2 801 F à 2 850 F : 40 F 2 851 F à 2 900 F : 30 F 2 901 F à 2 950 F : 20 F 2 951 F à 3 000 F : 10 F
PRIME DE FIN D'ANNÉE		
	50 % sur la base de 40 heures.	70 % en décembre 79-juin 80 85 % en décembre 80-juin 81 95 % en décembre 81-juin 82 100 % en décembre 82 (Pas d'amputation sur les augmentations générales à venir, pas d'amputation sur cette prime du fait de la grève, donc versée intégralement)
PRIME DITE « DU CENTENAIRE »		
	Stylo, médaille, gadgets	Prime exceptionnelle de 300 F versée à la reprise du travail
CONGÉS D'ANCIENNETÉ		
	1 jour pour 20 ans 2 jours pour 25 ans 3 jours pour 30 ans	1 jour pour 10 ans 2 jours pour 15 ans 3 jours pour 20 ans 4 jours pour 30 ans Plus un jour en fin d'année pour le pont du 31 décembre. Ce jour reste acquis pour les ans à venir.
CONGÉS EXCEPTIONNELS		
Mariage	4 jours	5 jours pour le mariage samedi exclu.
Garde enfants malades	RIEN	2 jours pour les mères d'enfants de moins de 10 ans
LIBERTÉS		
	————	Aucune sanction pour fait de grève
CONGÉS PAYÉS 1980		
		Maintien intégral des congés 1980.

Extrait du tract des syndicats CGT-Métaux et UFICT-CGT de l'Alsthom-Atlantique Belfort du 22 novembre 1979.

SNCF : Société Nationale des Contrôles Français

PENDANT plusieurs semaines, la SNCF a décidé de renforcer les contrôles dans toutes les gares de Paris et de la région parisienne. Attention, pas n'importe quel contrôle, parlons plutôt de barrages : barrières, flics de la SNCF en civil, contrôleurs, sous la protection des flics ordinaires, voilà qui va améliorer nos conditions de transport.

Les voyages debout, les trains en retard, la course pour arriver à l'heure et la SNCF en rajoute : des contrôles plus souvent et renforcés.

Agréable comme comité : le matin en arrivant, le soir après le boulot pour peu qu'on soit contrôlé dans le train, le journée est réussie et la soirée promettante.

Vu le prix des transports, la SNCF pourrait quand même investir ailleurs : trains supplémentaires, plus vastes, plus rapides. De plus, une nouvelle hausse est prévue pour janvier, y aurait-il un rapport entre ces contrôles soudains et la prochaine augmentation ?

Les comités d'usagers ont dénoncé l'augmentation de juillet 1979 et les contrôles. De plus en plus d'usagers soutiennent ces revendications, alors évidemment ce ne sera pas si facile de faire accepter la prochaine. Mais en attendant, ce n'est pas non plus facile de faire passer les flics dans les gares.

Gare de l'Est, jeudi 22 novembre à 18 H : Des militants du comité d'usagers diffusent un tract appelant à refuser les contrôles dans les gares. Une vingtaine de flics arrivent et tentent d'embarquer deux des diffuseurs. Alors là, c'est trop ! Des centaines de banlieusards se regroupent et retiennent les deux jeunes que les flics ont dû relâcher sous les cris de « sales flics », « salauds », « flics hors des gares ». Non, nous ne sommes pas prêts à nous laisser marcher sur les pieds. Nous ne voulons plus de contrôles, ni d'augmentations pareilles des transports (10 % tous les six mois).

Une banlieusarde.

AVORTEMENT CONTRACEPTION

A quelques jours du vote , des dizaines de milliers de la Bastille à l'Assemblée

Photo Bob Regard

« *CE n'est qu'un début, continuons le combat !* ». Il est près de 17 H, samedi 24 novembre. Nous sommes à deux pas de l'Assemblée nationale, bien protégée par les forces de l'ordre. Le bâtiment est pourtant désert, ce samedi après-midi. Nous sommes des dizaines de milliers, femmes et hommes venus de tout le pays pour affirmer dans les rues de la capitale que quelle que soit, en définitive, la nouvelle version de la loi Veil votée le mercredi 28 par les députés, nous continuerons la lutte, partout, sur le terrain.

Des dizaines de milliers de manifestants pour cette deuxième mobilisation nationale, après celle du 6 octobre, c'est bien la preuve qu'aujourd'hui, malgré les difficultés de la lutte et des situations quotidiennes, il n'est pas question d'en rester là. C'est la preuve que dans tout le pays, la mobilisation s'est poursuivie et se poursuivra pour exiger une véritable libération de l'avortement et de la contraception, autre chose que cette pseudo-libéralisation concédée voilà cinq ans par Giscard !

Il n'y a qu'à voir les banderoles pour s'en convaincre. Cinq ans après le vote de la loi Veil, comment se fait-il qu'on doive encore exiger dans tant de villes, dans tant d'hôpitaux, l'ouverture de centres IVG ? Et bien oui : cinq ans de loi Veil, et des dizaines de comités luttent aujourd'hui encore pour que tel ou tel patron d'hôpital n'étende pas à tout son personnel la fameuse clause de conscience qui lui donne le droit de refuser l'avortement !

Nantes, Rennes, Strasbourg, tous les arrondissements de Paris, la banlieue..., la liste serait longue des comités qui ont répondu à l'appel. Tous exigent la fin des mesures restrictives à l'encontre des mineures et des immigrées, la fin du commerce et des inégalités dus au fait que l'avortement n'est pas remboursé. « *Avortement libre et gratuit, y compris pour les mineures et les immigrées* », ce mot d'ordre retentira sans cesse, entre la Place de la Bastille et l'Assemblée nationale, dans les rues bondées de monde sur les trottoirs, dans les quartiers des grands magasins... Lycéens, étudiants, ils sont très nombreux cette fois-ci dans le cortège. Des syndicalistes aussi, surtout CFDT, les cheminots, les postiers, les travailleurs de la santé ou des banques sont venus avec leurs badges et leurs banderoles. A peu près seuls de la CGT, les correcteurs et le personnel de l'INSEE...

Partout, comme c'est devenu l'habitude dans les manifestations à l'initiative des femmes, une profusion de banderoles multicolores, de chansons ridiculisant Debré ou la papauté, fustigeant l'Ordre des médecins ou « Laissez-les-Vivre ». Une manifestation offensive, par ses mots d'ordre, la combativité exprimée, tout au long du parcours. Un grand succès qui permet de penser que demain, dans les quartiers, sur les hôpitaux, la lutte continuera pour imposer le droit des femmes à avoir les enfants qu'elles veulent, quand elles le veulent !

Monique CHERAN

Avec le Parti

Stand marxiste-léniniste à la foire de Miribel

POUR la deuxième année consécutive, la cellule Jules-Vallès du PCML a tenu un stand du Parti à la foire commerciale de Miribel.

Si l'année dernière, le bilan avait été positif sur plusieurs plans, certains aspects étaient demeurés négatifs et notamment la préparation à la foire. Cette année donc, après avoir fait notre demande à la municipalité pour obtenir un emplacement, nous avons décidé d'associer nos sympathisants à la préparation et, pour cela, il a fallu aller les voir, discuter avec eux en tant que militants du Parti, chose qui n'avait pas toujours été évidente pour certains d'entre nous. Ensuite, une première réunion de préparation est organisée au cours de laquelle, après un exposé sur notre travail de cellule et la ligne de notre Parti, nous expliquons le pourquoi de notre participation à la foire et renouvelons notre confiance dans nos sympathisants pour nous aider dans cette tâche.

Après avoir fait le tour des différents panneaux que nous voulons réaliser, il est décidé d'un autre rendez-vous avec les sympathisants pour les confectionner.

La deuxième réunion de préparation se déroule dans une bonne ambiance. Nous travaillons par groupe et les panneaux sont de conception très différente suivant les groupes. A la fin de la demi-journée de travail, nos panneaux sont pratiquement terminés : un sur l'unité, un sur le Cambodge, un sur la souscription, un sur les lois Barre-Bonnet-Stoléru, un sur la lutte du CES de Miribel, un sur la loi Veil, un sur la cellule Jules-Vallès. Les panneaux sont clairs, très peu de texte, beaucoup de photos, de couleur, et le résultat, plutôt agréable à l'œil, attire le regard.

Le matin de la foire, nous nous retrouvons sous un porche large de 5 mètres pour nous abriter, nous, nos panneaux, et les tables de presse, et nous en avions bien besoin, le vent, la pluie et le froid étant de la partie ce jour-là. C'est d'ailleurs à cause du mauvais temps que beaucoup de gens ne sont pas venus à la foire cette année, ce qui explique en partie que les livres, provenant de la Force du livre de Lyon et le matériel de souscription (sous-verres, brochures de poésie, dessins, etc.) se soient très peu vendus (111 F de livres, 150 F de souscription, 10 quotidiens et 3 bimensuels vendus).

Malgré tout, nombreux sont ceux qui sont venus s'abriter un moment sous notre porche pour regarder les panneaux, les commenter, discuter, signer la pétition sur le Kampuchea, boire un bon café et manger du cake ou de la pâte de coing faits maison en n'oubliant pas de laisser quelque argent pour la souscription.

Les discussions sur le Cambodge, sur les immigrés, les jeunes, les femmes, la lutte du CES, etc. sont allées bon train et nous ont permis de nouer des contacts sérieux avec certaines personnes.

Nous avons également eu de bonnes relations avec le groupe femmes et le stand d'Amnesty International (prêt de matériels, de livres, photos des stands).

A la fin de cette journée très riche, nous pouvions déjà dire que nous avions montré à la population un Parti ouvert aux suggestions, aux discussions, et dont l'audience se renforce de jour en jour.

Cellule Jules-Vallès du Parti communiste marxiste-léniniste

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

D'accord pour lutter contre le dogmatisme, mais pas d'accord sur l'article de J.Schubert «Balayer le dogmatisme et revenir au marxisme»

Bordeaux, le 14 novembre 1979

LE titre de l'article de Jean Schubert m'a alléché... car je crois que nous souffrons encore de trop de gauchisme, de sectarisme, de dogmatisme et parce que je souhaite que nous soyons actifs, entreprenants, dans la critique de ces maux. Mais voilà, à la lecture de l'article du camarade, je me suis retrouvé en désaccord avec la méthode qu'il emploie, avec la position qu'il prend. Je vais essayer ici de dire pourquoi.

LE MARXISME EN CRISE ?

Pour fonder son affirmation du « marxisme en crise », Jean Schubert, par deux fois, écrit que les « prédictions » de Marx ne se sont pas réalisées. C'est là — que notre camarade le veuille ou non — un des plus vieux procédés employé par la bourgeoisie (réformistes et révisionnistes compris) pour tenter de déconsidérer le marxisme. On le présente — le caricaturant, le dénaturant de la sorte — comme un ensemble de « prédictions » qui ne se réalisent pas. Que la révolution n'ait pas jusqu'à ce jour eu lieu dans un pays industriel avancé serait la preuve que la révolution « annoncée » (comme le prophète « annonçait »...) par Marx est une « prédiction » fausse. Mais où donc dans l'œuvre de Marx et d'Engels se trouve ce catalogue de « prédictions », de plans sur la comète ? Marx et Engels, s'ils ont parlé du caractère inéluctable de la révolution sociale, n'ont pour autant jamais sous-estimé les méandres et les détours tout aussi inévitables, que prend le processus historique réel. C'est bien Marx et Engels qui — s'opposant à tout socialisme utopique — écrivent dans le Manifeste :

« Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux ».

Lorsque j'étudie la « théorie des trois monde », j'ai la claire conscience d'un marxisme vivant, et non d'une « crise du marxisme ». J'ai cette conviction que les marxistes de notre temps ont su « ouvrir les yeux et faire fonctionner les cervelles » sur l'essentiel : le processus général de la révolution mondiale. Il y a là un point d'ancrage qu'on ne saurait sous-estimer. Que la pensée marxiste, son application à différents domaines en tant que théorie de la connaissante ait subi des revers ou ne se soit pas développée aussi rapidement et avec autant de vigueur que semble le souhaiter Jean Schubert est un aspect des choses, *mais seulement un aspect*. Cet aspect s'explique par des conditions objectives et subjectives complexes, déterminées historiquement par l'apparition du révisionnisme moderne et aussi sûrement par les caractères gauchistes et dogmatiques de la révolution culturelle.

De ce point de vue, dire que le marxisme est en crise, me semble erroné ; bien au contraire, l'avancée politique du MCI en général, de notre Parti en particulier, sont d'excellentes conditions au développement d'un marxisme authentique débarrassé des scories de l'idéalisme et de la métaphysique. Mais il faut savoir que cela exigera un travail patient, répété, laborieux et concret : en la matière, les proclamations de foi ne servent à rien.

Le camarade voit aussi confirmation de cette « crise du marxisme » dans deux autres points : *« Aucune idée sur la révolution en France »* et *« aucune analyse sérieuse de l'URSS »*.

Le camarade dans ces deux paragraphes de son texte passe aisément — et bien imprudemment — sur l'élaboration de la ligne stratégique de notre Parti depuis le MCF. Caractériser la contradiction fondamentale, principale de notre société, est-ce là un « a-priori » ? S'il est vrai que nous avons eu des positions subjectives qui avaient (et qui peuvent encore avoir) une fonction mystificatrice qui s'oppose au courage nécessaire pour appréhender la réalité et qui nous ont amenés sur des positions telles que celles du 2e congrès, n'avons-nous pas su les critiquer et auto-critiquer ? Que fait donc des textes autocritiques du 3e congrès notre camarade ? L'avancée du 3e congrès, notre analyse *progressivement* plus matérialiste de la situation en France, de la situation de la classe ouvrière, nos mots d'ordre de « classe contre classe » et « d'accumulation des forces »... Tout cela relève-t-il donc d'un Parti sans idée sur la révolution en France ?, d'un dogmatisme intemporel et désuet ? Si on le considère, je ne vois plus ce qui fonde l'existence de notre Parti. Le camarade Schubert qui en appelle à la réalité a une curieuse façon de regarder celle du Parti. *L'immensité de ce que nous avons à accomplir est devant nous, mais cela ne saurait à mon sens anéantir ce qui a été fait.* On ne peut barrer d'un trait la figure du camarade François Marty ou le tome *Arracher la classe ouvrière au révisionnisme* de Jacques Jurquet.

Le camarade Schubert reprend le thème « le Parti n'a pas de ligne ». C'est un vieux thème mystificateur qui, s'appuyant sur des insuffisances réelles, des défauts réels, appelle à l'analyse de classe, à l'analyse concrète de la situation concrète en niant ou sous-estimant ce qui existe déjà d'essentiel dans notre ligne et nos analyses.

Si nous suivons le camarade Schubert nous perdons pied ; pourquoi ? Parce que sa position critique est — et je ne mets pas en cause ici la volonté subjective du camarade, que cela soit clair — nihiliste. Sa critique est idéaliste car unilatérale, elle ne considère qu'un aspect du problème : les grandes insuffisances et les défauts ; *elle rejette les acquis. Et on ne peut rejeter une position acquise que par une nouvelle position acquise* : la destruction doit comporter la construction, ce n'est pas ce que fait l'article de Jean Schubert.

La lutte contre le dogmatisme exige l'appel à la réalité, le retour aux faits, oui;' mais cette lutte exige aussi la méthode dialectique. Lorsque Mao, durant l'été 1937, formula au plan théroque les positions nécessaires pour « balayer le dogmatisme », il écrivit *deux* textes : *« De la pratique »* et *« De la contradiction »*.

Piètre matérialisme dialectique, en vérité, que celui qui refuserait de prendre en considération certains faits... Le camarade Schubert pratique ce qu'il dénonce.

EN FINIR AVEC LE DOGMATISME ?

Il est caractéristique que le camarade qui appelle avec fougue au refus du « catéchisme », à sa façon, nous en serve un. C'est caractéristique car il me semble que le dogmatisme vient souvent faire son lit dans nos prétentions à avoir une explication universelle, générale, qui rende compte de tout. Le camarade ne dit pas un mot de *critique concrète* d'un des problèmes abordés ; il évite d'entrer dans des propositons d'analyse. Et pourtant, c'est bien dans le travail d'analyse d'un problème particulier que nous comprenons le mieux qu'il n'y a de vérité que vérité concrète. On se prémunit plus efficacement du dogmatisme en abordant l'analyse marxiste d'une « petite » question particulière que par une proclamation de guerre générale au dogmatisme.

Cela ouvre pour moi une question essentielle : de quelle position le camarade veut-il balayer le dogmatisme ? Pour le camarade le meilleur exemple, semble-t-il de notre « dogmatisme intemporel et désuet » et « ridicule » se trouve dans la reconnaissance de la Révolution d'Octobre comme « voie universelle » d'émancipation de la classe ouvrière.

Le camarade confond à mon avis « reconnaissance de la voie universelle » avec « modèle ». Si nous prenons la Révolution d'Octobre comme un modèle à reproduire, alors oui, nous serions intemporels, désuets et ridicules ; mais il ne s'est jamais agi de cela que je sache. La question de la « voie universelle » est tout « simplement » — *mais c'est une clef de voûte de la différence entre réformisme et révolution, entre révisionnisme et marxisme* — la question de la prise en compte jusqu'au bout du caractère antagoniste de la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Cette confusion ou déformation que fait Jean Schubert de notre position fonde sa propre position. Et je ne peux éviter de noter que cette position du camarade va dans le sens de celle du courant révisionniste, courant qui se développa en détournant de façon droitière la lutte entreprise par différents partis du MCI (Mouvement communiste international) contre le dogmatisme.

La lutte contre le dogmatisme lancée dans les années 1950 donna lieu à la remise en cause de vérités universelles (non infirmées par la réalité et non remplacées par d'autres vérités...).

La réflexion sur cette période peut aider, je crois, notre propre réflexion. En 1956, le PCC était d'accord sur la nécessité de mener en son sein comme au sein du MCI, la lutte contre le dogmatisme. C'est en ce sens que le PCC critiqua Staline. Mais le PCC s'aperçut rapidement que la lutte contre le dogmatisme, contre le « stalinisme », donnait lieu au développement d'un courant révisionniste, droitier. Mao écrivait alors dans le texte *« Les hommes commencent à changer » :*

« Depuis quelques mois, on critique le dogmatisme, mais on laisse échapper le révisionnisme. Certes, il faut critiquer le dogmatisme, sinon bien des erreurs ne sauraient être corrigées. Mais à présent, il convient de prêter attention à la critique du révisionnisme ».

Rétrospectivement, les communistes chinois faisant le bilan de cette époque écrivent (Ye Jianying) : *« En 1957, quoiqu'une riposte de notre part contre l'attaque déclenchée par un nombre infime de droitiers bourgeois s'avérât nécessaire, nous avons commis l'erreur de donner à cette lutte une ampleur exagérée ».*

Ne peut-on pas faire l'hypothèse que l'abandon relatif de la lutte contre le dogmatisme lié à la surestimation du danger révisionniste dans les rangs du PCC fut un facteur sérieux qui favorisa le développement du dogmatisme qui s'exprima durant la révolution culturelle ? Cela mérite notre réflexion.

Quoiqu'il en soit de la position , que je considère erronée, du camarade Schubert, je suis partisan dans notre situation actuelle de garder comme principal, comme J. Jurquet l'indiqua dans le No 1 000 du quotidien, la lutte contre le gauchisme et le sectarisme. Dans cette lutte, des positions différentes, contradictoires, apparaissent, c'est normal, mais cela ne justifie pas, je crois, qu'on retourne le bâton à 180 degrés. La critique du gauchisme et du dogmatisme si elle ne doit pas être menée de façon unilatérale, exagérée, doit rester notre orientation. Cela exige que cette critique soit concrète. Cela exige aussi que nous ne négligions pas la critique de positions qui ont un caractère droitier.

préparons le 4e Congrès — Tribune de discussion

Sur la question du programme

JE crois qu'existent beaucoup de confusions dans nos têtes sur la question du programme. C'est la 16e session du Comité central issu du 2e congrès qui a développé le point de vue selon lequel « le programme " minimum " concernait la période de révolution démocratique bourgeoise (*qui n'a aucune raison d'être pour nous*) et le programme " maximum " concernait la période ultérieure de révolution socialiste (*la seule qui nous concerne*) ». « *Qui n'a aucune raison d'être pour nous* » s'expliquait par ce qui était écrit plus haut, à savoir : « *Notre programme ne peut viser explicitement qu'à l'instauration du socialisme par la révolution prolétarienne* » (Communiqué de la 16e session).

C'est une position qui apparait comme très radicale mais qui s'avère comme fondamentalement antiléniniste. C'est à peu de choses près ce que disait Boukharine en octobre 1917. En effet, à la veille de la révolution prolétarienne russe, la question de la révision du programme se posait, suite aux modifications survenues dans les rapports entre les classes, en particulier avec la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de février 1917.

Lénine résume ainsi la proposition de Boukharine : « *La division en programme maximum et programme minimum est " périmée " ; à quoi peut-elle servir puisqu'il s'agit du passage au socialisme ? Pas de programme minimum, tout de suite un programme de mesures préparant le passage au socialisme* ». Et Lénine dit de cette thèse très « radicale » en apparence qu'elle est dénuée de fondements.

Il explique : « *Nous allons à la bataille, c'est-à-dire que nous luttons pour conquérir le pouvoir politique pour notre Parti. Ce pouvoir serait la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre. En prenant ce pouvoir, non seulement nous ne craignons pas de dépasser les limites du régime bourgeois, mais au contraire, nous disons clairement, franchement, à haute et intelligible voix, que nous dépasserons ces limites, que nous marcherons sans crainte vers le socialisme et que notre chemin passe par la République des Soviets, par la nationalisation des banques et des cartels, par le contrôle ouvrier... En ce sens, nous avons établi un programme de mesures préparant le passage au socialisme.*

Mais nous ne devons pas chanter victoire avant la bataille, nous ne devons pas rejeter le programme minimum car ce serait pure fanfaronnade (...) Ce serait pure fanfaronnade car il faut d'abord conquérir le pouvoir et nous ne l'avons pas encore conquis. Il faut d'abord réaliser en fait les mesures qui préparent le passage au socialisme, conduire notre révolution à la victoire de la révolution socialiste mondiale, après quoi, " après la bataille ", nous pourrons et nous devrons rejeter le programme minimum, désormais superflu.

Il est donc ridicule de rejeter le programme minimum qui est indispensable, tant que nous vivons encore dans le cadre du régime bourgeois, tant que nous n'avons pas encore détruit ce cadre, tant que nous n'avons pas réalisé les conditions essentielles du passage au socialisme, tant que nous n'avons pas vaincu d'abord, puis anéanti l'ennemi ».

Ces extraits montrent déjà à quel point l'erreur commise par la 16e session du CC issu du 2e congrès est importante. Mais l'ensemble de ce texte (T. 26 « *Pour une révision du Programme du Parti* », pages 171 à 175) est une réfutation complète extrêmement riche des positions erronées anciennes de notre Parti en la matière (cf. *Prolétariat* No 2).

Pourtant, comme le rappelait le congrès de Puyricard, « *l'essence de notre programme consiste à organiser et diriger la lutte de classe du prolétariat, dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation d'une société socialiste* » (Lénine).

A mon avis, la 16e session du CC issu du 2e congrès a commis une confusion de taille — et qu'il ne faudrait pas renouveler — en identifiant le programme minimum (ou immédiat ?) avec la ligne tactique du Parti à un moment donné. Cette ligne tactique est fonction de la situation et se modifie au fur et à mesure que les rapports de force entre les classes subissent un changement ; elle ne peut faire l'objet que de thèses et résolutions très conjoncturelles, comme le proposait d'ailleurs fort justement la 16e session du CC par la suite (et qui « *peuvent changer tous les quinze jours* » comme disait Lénine pour caricaturer un peu). Le programme minimum par contre est lié à notre lutte dans le système capitaliste arrivé à son stade suprême, l'impérialisme. Il est élaboré pour toute la période qui va jusqu'à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et comporte une série de revendications auxquelles aspirent profondément les masses populaires, ouvrières et paysannes, revendications sur lesquelles le Parti mobilise les travailleurs et à travers lesquelles il les éduque dans l'idée de l'impérieuse nécessité de la révolution. Ces revendications que le Parti appliquera immédiatement, une fois le pouvoir politique conquis, permettront d'aller de l'avant vers le triomphe du socialisme.

Cette confusion entre ligne tactique et programme minimum trouve sa racine dans une conception gauchiste du processus révolutionnaire. En rejetant les thèses du PCF qui repousse aux calendes grecques la révolution socialiste en intercalant toutes sortes d'étapes, la 16e session avait basculé sur des positions extrêmes visant à masquer le fait que la prise du pouvoir politique, ce n'est pas le socialisme mais le tout premier pas ouvrant la voie au socialisme. Le plus important reste à faire : consolider ce nouveau pouvoir, prendre une suite de mesures qui permettent de marcher au socialisme.

Lénine parle de passage au socialisme, c'est-à-dire d'un processus de transition très complexe où s'affrontent les anciens rapports bourgeois, encore très nombreux au début et les nouveaux rapports socialistes.

D'autant que ce passage au socialisme pour notre pays n'est pas clair dans notre esprit (Cf. : le débat sur le socialisme) dans une situation actuelle marquée par le fait que les facteurs de guerre augmentent plus vite que les facteurs de révolution dans le monde et que la lutte pour la défense de la paix est d'une grande importance.

Il faut donc étudier sérieusement, et ce n'est pas facile, cette question du programme, et il est bon que le 4e congrès l'aborde. Tant que nous n'aurons pas maitrisé cette question, il nous sera difficile de progresser réellement dans la préparation de notre peuple à la révolution.

Une juste attitude de notre part doit conduire à étudier les documents de Lénine qui se rapportent à cette question (tomes 6, 24, 26, 27), mobiliser, comme cela se fait, tout le Parti pour l'élaboration, de concert avec le PCRml, d'ici le congrès, d'un bon programme minimum, support indispensable à l'activité pratique du Parti.

Sachons également nous inspirer (en tenant compte de la spécificité de l'époque et des pays) des programmes de Gotha et d'Erfurt, critiquées par Marx et Engels, et du programme du Parti ouvrier français. Tous contiennent un exposé clair, précis et relativement succint des motifs qui guident le Parti vers la réalisation de son objectif et le justifient (c'est le programme maximum) et ensuite un certain nombre de mesures sur le plan politique, social et économique qui constituent le programme minimum.

C'est d'un tel type de programme dont notre Parti a besoin et d'aucun autre.

Le 25 octobre 1979

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Pas de travail le dimanche au Conforama de St Quentin

LE Conseil d'Etat a refusé l'autorisation d'ouverture du magasin Conforama à Saint-Quentin le dimanche. Le Conseil d'Etat a estimé qu'il « *ne ressort pas des pièces versées au dossier que la fermeture hebdomadaire dominicale de l'établissement en cause ait été de nature soit à préjudicier le public, soit à compromettre le fonctionnement normal de cet établissement.* »

SMIC à l'ordre du jour

LE 22 novembre, la Commission supérieure des conventions collectives est convoquée pour discuter du relèvement du SMIC à compter du 1er décembre. Les syndicats réclament, rappelons-le, 2 700 F par mois.

Savoie : manifestation des producteurs de lait

LE 20 novembre, à l'appel de toutes les organisations agricoles du département, les paysans ont manifesté contre la baisse du prix du lait de 5 centimes en cinq mois. Cette manifestation a eu lieu à Chambéry.

Encore un accident du travail : deux morts

LUNDI 19 novembre, deux ouvriers ont été tués sur un chantier à Thaon-les-Vosges (Vosges). C'est lors d'une opération consistant à surélever une grue que celle-ci s'est écroulée sur les deux travailleurs. Ils étaient âgés de 26 et 34 ans. Un troisième travailleur a été grièvement blessé.

Immigré, chômeur, frappé d'expulsion

ALORS que Stoléru lance sa deuxième semaine du « *dialogue Français-immigrés* », à Beaucaire (Gard), un immigré maghrébin, âgé de 59 ans et père de cinq enfants, est menacé d'expulsion car il est au chômage. C'est beau l'humanisme quand même !

Manifestation des Thomson à Paris

JEUDI 22 novembre, les travailleurs de chez Thomson-CSF ont manifesté jeudi matin à l'appel de la CGT et de la CFDT. Cette manifestation a eu lieu devant le siège du groupe, au 173 boulevard Haussmann à Paris. La lutte des travailleurs du groupe dure depuis deux mois et porte sur la réduction du temps de travail et les salaires.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Rue . . . . . .
Commune . . . . . .
Code postal . . . . . .

– Pour changement d'adresse : joindre une bande adresse et 2 F en timbres poste.

CEE : plus de 6 millions de chômeurs en octobre 1979

Le nombre des chômeurs, officiellement recensés, est de plus de 6 millions. Les chômeurs représentent ainsi 5,6 % de la population active contre 5,5 % fin septembre 1979.

Par rapport à septembre, le nombre des chômeurs s'est accru de 1,4 % en octobre. Le Luxembourg arrive en tête avec plus 13,9 %, suivi de la France (plus 3,9 %), de la RFA (plus 3,4 %) et de l'Italie (plus 2,5 %).

Les autres pays ont vu leur nombre de chômeurs baisser d'environ 2 %. Le taux de chômage masculin a baissé de 4,9 % tandis que le taux de chômage féminin a augmenté de 6,8 % à 7,1 %. Une femme au foyer c'est tellement mieux pour les capitlistes, n'est-ce pas ?

«L'ogre allemand» ramasse ses billes

Vos savez, très chers lecteurs, que les Allemands sont les plus mauvaises gens que l'on rencontre sur notre bonne vieille planète, à plus forte raison s'ils sont capitalistes.

Des gens très sérieux de chez nous nous ont habitués depuis des dizaines d'années à les dépeindre comme des ogres voulant manger la planète entière. Et bien, je m'en vais rassurer tout de suite ces chères âmes : l'ogre allemand ramasse ses billes au Brésil.

En effet Thyssen, le célèbre sidérurgiste allemand, vient de vendre toutes les participations qu'il possédait dans le group brésilien *Cosigua* (Compagnie sidérurgique de Guadanabara).

Le principal actionnaire, le brésilien Gerdau, prend les 45 % de Thyssen.

La banque des fleurs et des petits zoziaux fait dans l'emballage

LE Crédit agricole, la banque des fleurs et des petits zoziaux, la deuxième banque mondiale, a décidé de se lancer dans des affaires sérieuses. Lafarge, le roi du ciment, cherche à vendre sa filiale Lafarge emballage. Le Crédit agricole vient de se mettre sur les rangs en se proposant d'apporter une petite contribution de cent millions de francs. Sur ces cent millions, il y aurait une part qui consisterait dans une prise de participation de 10 % de La Cellulose du Pin.

Le Crédit agricole dans l'emballage, ce n'est vraiment pas une nouveauté. Mais l'emballage ne cache pas toujours les mauvaises odeurs...

Condamnation d'un directeur d'hypermarché

QUAND on veut vendre dans un hypermarché, on peut employer tous les moyens possibles et imaginables et il en existe. A Lempdes (Puy-de-Dôme), le directeur et deux chefs de rayon avaient mis en circulation des produits avariés. En novembre 1978, des inspecteurs de la brigade de la répression des fraudes ont fait un contrôle dans ce magasin. Ils ont découvert 73 kilogrammes de viande de porc avariée dans la chambre froide et, au rayon charcuterie, des produits dont la date limite de vente était passée de deux jours.

160 millions dans la poche à Sacilor

IL était une fois une société qui s'appelait la société des Profilés et tubes de l'Est. Un jour, l'Arabie saoudite lui passa commande de 64 kilomètres de canalisations pour le transport d'eau à haute pression. La société des profilés et tubes de l'Est est une filiale du groupe Sacilor, dirigé depuis novembre 1978 par Mayoux. Ce contrat porte sur une somme de 160 millions de francs. Beau contrat en vérité mais dont les travailleurs ne bénéficieront certainement pas puisque des bruits, venus de chez Davignon, parlent de licenciements « nécessaires » dans la sidérurgie.

Presse-Edition : on liquide chez Voudiez

La maison d'édition Voudiez qui édite, entre autres le Journal des librairies, est en liquidation et les 26 employés sur la paille. Le PDG, Yannick Loisance a fait un petit trou de 500 millions de centimes.

Par contre-coup, il semblerait que 135 entreprises ou fournisseurs de Voudiez soient en difficulté. Ce qui signifierait très certainement dans ce cas-là des pertes d'emplois ou quelque autre mauvais coup contre les travailleurs de ces fournisseurs. A suivre.

Laiterie coopérative en faillite

LE directeur de la laiterie-coopérative de Vicq-sur-Nahon dans le département de l'Indre avait légèrement falsifié les bilans pour cacher un déficit de 25 millions et cela durait depuis 7 ans. 3 000 sociétaires dépendent de cette laiterie-coopérative. Elle va être rachetée par des industriels et des licenciements sont prévus parmi les 140 personnes que la laiterie employait. Comme à chaque fois, ce sont les travailleurs qui trinquent, alors qu'ils ne sont pour rien dans l'affaire. Le capitalisme, c'est bel et bien l'injustice permanente.

BSN : productivité d'abord

BSN est une société bien connue pour ses excellents résultats financiers mais qui juge qu'ils ne sont pas suffisants. Alors, on essaie de les améliorer. Ainsi, à Gironcourt, dans les Vosges, la société a installé une nouvelle machine à fabriquer les canettes de bière. La direction avait prévu de la faire fonctionner avec une seule personne.

Or, en Haute-Marne, dans une autre usine du même groupe, la même machine fonctionne avec deux personnes. Aussi les travailleurs de Gironcourt ont-ils arrêté le travail le 10 novembre à l'appel de la CGT et de la CFDT. Devant cette grève de la production, la direction a mis les services administratifs et de l'entretien en chômage technique.

Les mauvaises odeurs du Crédit Agricole

LA direction du Crédit agricole de la Vendée n'aime pas, mais pas du tout, les délégués syndicaux. Aussi avait-elle demandé le licenciement de quatre délégués syndicaux CFDT. L'inspection du travail en agriculture a refusé ces licenciements.

La direction du Crédit agricole a décidé d'en appeler au ministre de l'agriculture pour qu'il tranche... en sa faveur. La FGA-CFDT (Fédération générale de l'Agriculture) avait protesté contre cette violation des droits syndicaux auprès de la Fédération nationale du Crédit agricole qui n'a même pas daigné répondre. Alors la FGA a décidé de mener une action d'envergure nationale contre les atteintes au droit syndical au Crédit agricole. Quand je vous disais que ça sentait mauvais au Crédit agricole, avais-je tort ?

Massey-Fergusson concentre

MASSEY-FERGUSON, le géant mondial de la machine agricole, du tracteur, etc., vient de prendre une décision qui devrait être lourde de conséquences pour les travailleurs de ses usines françaises et européennes.

Voilà l'affaire : toute la production européenne de moissonneuses-batteuses sera désormais concentrée sur l'usine de Marquette-lès-Lille. Cette usine emploie 2 500 personnes.

La firme ne nous a pas dit ce qu'elle comptait faire des ouvriers des autres usines produisant actuellement ce type de matériel. Mais nous nous en doutons un peu. C'est la porte ou quelque chose de similaire qui les attend.

BLOC-NOTES

TOURCOING
LE BANQUET DE LA LYRE
DES TRAVAILLEURS

C'EST QUAND ?
– Le samedi 8 décembre 1979. On prendra l'apéritif vers 19 heures. Mais il faudra réserver toute sa soirée.

C'EST OU ?
– Salle polyvalente, rue Lazare Garreau à Lille-Sud, en face de la mairie annexe.

ON FERA QUOI ?
– On mangera, on boira, on chantera, on dansera, on se racontera des histoires, ... et bien sûr, la Lyre présentera son nouveau spectacle.

ON MANGERA QUOI ?
– Du couscous, de la pâtisserie italienne, café, liqueur, le vin est du Boulaouane (c'est du vin marocain).

C'EST QUOI LE NOUVEAU SPECTACLE DE LA LYRE ?
– C'est une surprise.

EST-CE QU'IL FAUT PAYER ?
– Oui, 30 francs pour la participation aux frais. Mais vos enfants de moins de 10 ans ne paieront que dix francs. On pourra payer sur place mais il vaut mieux payer avant. L'apéritif est compris mais un seul. On pourra en prendre un second mais en payant (3 ou 4 F).

EST-CE QU'IL FAUT RETENIR SA PLACE ?
– Oui, avant le 1er décembre pour prévoir le nombre de repas. On prévient soit en écrivant à :
La Lyre des travailleurs
54, rue Verte
59000 – Tourcoing
Soit en contactant l'un des choristes.

L'OUED EN CRUE
DE BEDIYA BACHIR

L'Oued en crue c'est la montée irrésistible de la révolte du peuple algérien, des profondeurs de l'oppression coloniale jusqu'à sa libération.

Vingt-cinq ans après le 1er novembre 1954.

PRIX 22 F :
– aux *Herbes sauvages*, 70, rue de Belleville – PARIS 20e
– à *La Force du livre*, 33, rue René Leynaud – LYON 1er.
– au service de vente par correspondance *des Herbes sauvages*, livres service, 24 rue Philippe de Girard – PARIS 10e. Libellez les chèques au nom de la librairie, ajoutez 3 F de participation aux frais de port.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

ORLEANS-BRIGADES DE SURVEILLANCE NOCTURNE

Attention... Police !

Des bavures qui ne disent pas leur nom

Vendredi 9 novembre, Claude François reçoit une balle dans la tête alors qu'il roulait tranquillement dans les rues de Fleury-les-Aubrais (près d'Orléans).

Hospitalisé en neurochirurgie à l'hôpital d'Orléans, il dira au personnel qu'il croyait avoir affaire à des gangsters. Il vient de sortir de l'hôpital Laënnec mais doit subir une intervention chirurgicale afin d'extraire une balle de 9 mm logée entre la colonne vertébrale et la carotide ; il risque la paralysie et se trouve toujours sous surveillance médicale. Ne serait-ce qu'une bavure ? comme se plaisent à l'appeler certains. De « bavure » en « bavure », les éléments fournis par notre correspondant d'Orléans amèneront le lecteur à découvrir les méthodes inacceptables auxquelles a recourt de plus en plus souvent la BSN (Brigade de surveillance nocturne). Des méthodes inacceptables, une conclusion qui s'impose.

UNE balle dans la tête, Claude François, victime innocente des Brigades de survillance nocturne (BSN) est peut-être paralysé à vie.

Mais cette « bavure », comme on se plait à l'appeler, est l'arbre qui cache la forêt.

En effet, ni la police ni le procureur de la République ni le ministre de l'intérieur ne sont trop gênés dans cette affaire excepté par la « publicité » faite à une police de plus en plus discréditée.

Car le fait d'arrêter, d'interroger, de poursuivre n'importe qui ; d'être en possession d'armes non réglementaires est admis. D'ailleurs, le but de telles brigades est d'entretenir un climat de peur, d'insécurité et de faire de la répression notamment en direction des jeunes et des immigrés.

Le coup de feu ? C'est un regrettable incident technique. Le gardien de la paix, Jean-Claude Cailleaux, n'est pas suspendu de ses fonctions, mais simplement en congé provisoire et a juste été inculpé de coups et blessures involontaires ! Et puis, Cailleaux, n'aurait-il pas déjà été suspendus de la BSN.

Dans cette affaire, qualifiée de regrettable, il est simplement critiqué que l'ordinateur de la police n'ait pas les dernières informations sur la voiture de Claude François, volée trois ans auparavant et retrouvée depuis. On en profitera pour dire qu'il faut à la police de meilleurs ordinateurs, plus efficaces.

Sur le fait que Cailleaux ait eu un Magnum 357, on dira qu'il faut plus de crédit car les armes de la police sont défectueuses.

On critique également le fait que le pompiste ait été trop méfiant...

Mais sur le fond, la brigade de sécurité nocturne existe toujours. Les policiers ont toujours le droit de braquer qui leur plait avec leur attirail de guerre. Ils se permettent toujours d'arrêter les jeunes, les immigrés avec une arrogance et des méthodes rappelant une époque que l'on croyait révolue.

L'opinion publique orléannaise s'est émus de cette affaire, mais l'« information » a été intelligemment canalisée, si on excepte certains journalistes courageux qui voulaient aller plus loin dans la dénonciation.

Car à Orléans, il y en aurait des choses à dire sur la BSN et les méthodes policières en général !

D'AUTRES « BAVURES »

Eric Belouet, 22 ans, sans emploi, a également déposé une plainte contre la police ; il est défendu par le même avocat que Claude François.

Les faits : mardi 6 novembre, 10 heures, plusieurs personnes sonnent à la porte d'Eric tandis que deux personnes en civil frappent à la fenêtre du balcon qu'ils avaient escaladé et ils détériorent un store.

Eric Belouet ouvre, on le bouscule, on lui met les menottes et une perquisition commence, sans présentation d'un mandat et, sans avoir fait signer un avis d'acceptation comme il se doit, l'appartement est saccagé.

11 heures : Eric est emmené au commissariat central et est interrogé pour une pseudo-tentative de vol. A la suite de quoi il est gardé à vue. D'autres personnes sont interrogées.

14 h 30 : On lui met des menottes, les mains dans le dos ainsi qu'aux pieds et un deuxième interrogatoire commence : coups de poings dans le torax, coups à la tête à l'aide d'une petite matraque.

On lui détache les pieds. Excédé par tous les coups qu'il a reçus, il se dirige brusquement vers la fenêtre, s'y heurte et s'ouvre l'arcade sourcillère.

Il est emmené à l'hôpital, où, à demi-conscient, ces mêmes tortionnaires lui font signer des documents.

C'est quatre jours qu'Eric sera hospitalisé. Il en sortira avec un certificat médical délivré par un interne du service de réanimation.

Il dépose une plainte pour dégradation volontaire d'objets mobiliers et coups et blessures volontaires.

Cette affaire, la police la dément formellement et menace de déposer une plainte en dénonciation calomnieuse. Il est vrai que là, ce sont leurs méthodes ouvertement fascistes qui sont mises en cause.

Mais cela ne s'arrête pas là. Le journaliste, E. Boucherie, qui a écrit l'article à ce sujet dans la *Nouvelle République* est également menacé par cette plainte et de plus, la police lui interdit l'accès au commissariat, ce qui est indispensable pour effectuer son travail. Elle est belle la liberté de la presse ! Mais non ! Les interdits professionnels n'existent pas en France !...

ENCORE DES « BAVURES »

Au début du mois de septembre, un jeune homme âgé de 20 ans et son frère de 19 ans rentrent chez eux, vers minuit, dans la voiture de leur père qui la leur prête fréquemment.

Ils sont pris en chasse par une Renault 12, tous feux éteints qui réussit à les coincer.

Croyant avoir à faire à des voyous, l'ainé qui conduisait prend peur. Il se dégage et une véritable chasse à l'homme, renforcée par plusieurs véhicules, s'engage, au risque de lui faire provoquer un accident.

Vers minuit et demi, la mère de ces deux jeunes est réveillée par des portières qui se claquent, des éclats de voix. Elle ouvre la porte et aperçoit une douzaine d'hommes. Elle n'a pas le temps de leur demander de faire moins de bruit à cette heure de la nuit, qu'on lui crie « police » en guise de justification, comme s'il était normal, sous prétexte d'appartenir à la police, de se permettre un tel tapage.

A partir de ce moment, pendant deux mois, les deux frères ne cesseront d'être provoqués par ces policiers de la BSN.

Il y a un peu plus d'une quinzaine de jours, l'ainé s'arrête pour dépanner une jeune femme ayant des ennuis avec sa voiture. Etant mécanicien de métier, il trouve normal de rendre service. La R 12 de la Brigade de sécurité nocturne qui patrouillait, reconnaissant la voiture, fait immédiatement demi-tour.

On leur demande de sortir leurs papiers, la voiture est fouillée de fond en comble, la housse de la roue de secours est arrachée. Un interrogatoire commence : avez-vous les factures de tel objet ? Pourquoi avez-vous ceci ? Le nom de jeune fille de votre mère... A leurs réponses, les flics commentent « intelligemment » par des observations d'un goût douteux.

Ils vont jusqu'à faire des menaces de mort au deux jeunes en leur disant qu'ils ont des armes et qu'ils ont le droit de s'en servir, que la prochaine fois, *« les balles lui siffleront aux oreilles »*. Par la suite, bien que leurs papiers soient en règle, c'est presque chaque soir qu'ils seront suivis ainsi que certains de leurs amis.

Le 3 novembre au soir, la même R 12, alors qu'elle n'avait pas la priorité, a coupé la route à la voiture conduite par les mêmes jeunes. Les flics attendaient leurs réactions pour intervenir.

Voilà ce qui se passe tous les soirs dans les rues d'Orléans ! Et la liste des provocations ne s'arrête pas là.

TOUJOURS DES « BAVURES »

Deux jeunes sortent tranquillement du cinéma, ils se font contrôler leur identité. L'un d'eux a le timbre de sa carte d'identité décollé. Direction le commissariat et en avant pour un tabassage en règle. Il se fera délivrer un certificat médical.

D'autres jeunes, sortant également du cinéma, se voient fouillés, les mains sur le toit de leur voiture, les jambes écartées, braqués par des policiers en armes. Méthodes qui font rappeler la milice ou la Gestapo.

Et cette jeune fille qui se retrouvera avec une épaule cassée lors d'un contrôle d'identité !

Et ce jeune qui, un soir, démontait tranquillement sa batterie pour la recharger, et voit foncer sur lui une 4 L et en sortir des hommes en civil, pointant des armes sur lui. Que serait-il arrivé s'il avait fait un geste défensif avec l'outil qu'il avait dans les mains ? Légitime défense, aurait dit la police, au pire, cela aurait été une bavure de plus !

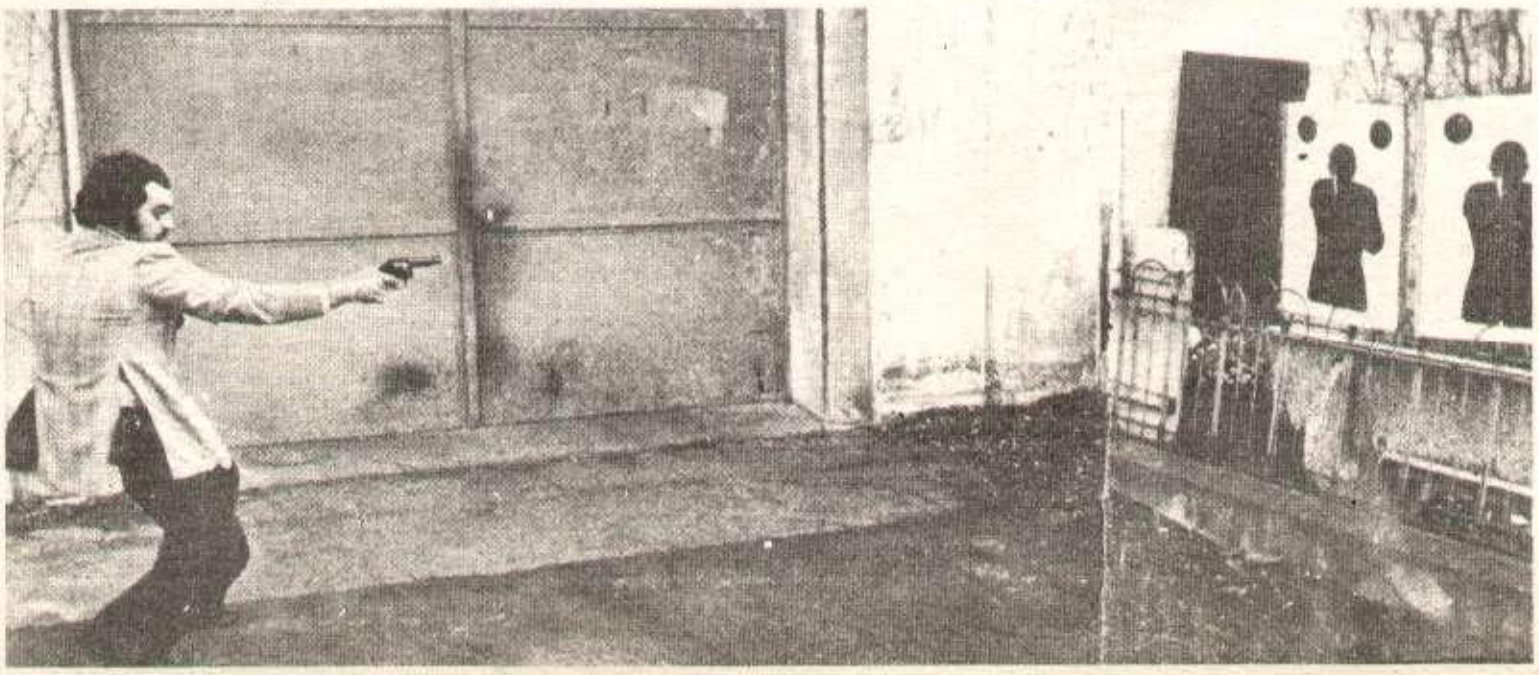
DES MÉTHODES INACCEPTABLES

Et que dire de ces gens que la police amène se faire soigner à l'hôpital, parfois plusieurs fois pas semaine. « Il s'est cogné au radiateur ». Et de voir le blessé terrorisé supplier de l'hospitaliser, ne voulant plus se faire tabasser par les flics...

Et combien d'autres affaires révoltantes méconnues et tues.

Voilà pourquoi, l'affaire de la « bavure » d'Orléans ne gêne pas trop la police et tous ceux qui la dirigent. C'est pour cela qu'il faut que se sachent toutes les autres « affaires » que la police et ses brigades nocturnes effectuent toutes les nuits.

Ces méthodes policières doivent être dénoncées. Elles ne sont là que pour essayer de faire plier l'échine à une jeunesse qui ne pense pas comme il le faudrait, elle n'existent que pour habituer la population à une violence et une répression qui s'accroît de jour en jour.

Exigeons la dissolution de ces milices que sont les brigades d'intervention nocturne !

Correspondant HR d'Orléans